



CDEN du 2 juillet 2020

Déclaration liminaire

**Monsieur le Préfet,
Monsieur le Vice-Président du Conseil départemental,
Monsieur l'Inspecteur d'Académie,
Mesdames, Messieurs,**

Nous venons de connaître une expérience exceptionnelle et traverser des épreuves parfois difficiles qui vont laisser des traces chez beaucoup : chez les élèves (une déscolarisation, une désocialisation, des programmes inachevés, qu'il faudra prendre en compte à la rentrée prochaine), chez les personnels de l'EN (des problèmes d'ordres psychologique, physique (TMS) ou familiaux : l'effacement de la frontière vie professionnelles, vie familiale et vie privée n'a pas toujours été facile à vivre). Le début du confinement, la mise en place de la continuité pédagogique puis les différentes phases de déconfinement et de réouverture progressive des écoles, des collèges puis des lycées ont entraîné un investissement sans précédent de l'ensemble des personnels : nécessité de faire cours aux enfants de soignants dès la première semaine de confinement pour plus de 350 d'entre nous, d'adapter dans l'urgence les pratiques pédagogiques à l'enseignement à distance, aux nouveaux outils et aux nouvelles relations avec les élèves et les parents, de retourner ensuite dans les établissements dans le respect strict des règles de sécurité sanitaire tout en devant mixer le présentiel et le distanciel et retourner à la fin dans des conditions de sécurité sanitaire plus difficiles à faire respecter.

Tous nous l'avons fait. L'ensemble des personnels de l'Education Nationale a répondu présent. Mais les adaptations permanentes n'ont pas toujours été rendues faciles du fait des multiples annonces ministérielles contradictoires et cacophoniques : sur les niveaux d'élèves qui reprennent, sur les examens, sur les consignes sanitaires, sur le caractère volontaire ou obligatoire, sur la nécessité de reprendre pour raison économique, etc... Ces annonces multiples ont souvent fait perdre le sens de l'acte pédagogique pour une partie de la communauté éducative : les élèves en premier lieu, les familles et les enseignants. On a même semblé à certains moments assister à une mascarade peu respectueuse des conditions de travail des directeurs d'école en premier et des personnels de direction dans le second degré.

Tous nous l'avons fait. Et dans un climat qui a pu être, parfois, difficile à comprendre. L'épisode du « prof bashing » a été très durement vécu par les personnels. Alors que le Ministre de l'Intérieur réagit aussitôt ses fonctionnaires remis en cause, nous attendons encore que notre Ministre dénonce clairement les propos scandaleux parfois haineux tenus dans les médias à l'encontre des enseignants pendant ou après le confinement, nous attendons encore que cessent ces propos stéréotypés véhiculés y compris parfois par l'institution elle-même. Tout récemment, l'opération « Open Badges : Agilités Pédagogiques Covid-19 » du Rectorat de Montpellier destinée à la reconnaissance des compétences des enseignants est vécue comme dérisoire, infantilissante et tellement humiliante par les personnels enseignants tant ces « badges » apparaissent comme de simples « bons points » offerts en récompense pour les efforts fournis. La session exceptionnelle du baccalauréat 2020 qui a commencé mercredi dernier témoigne aussi du peu de reconnaissance et de respect à l'égard des enseignants de la part de notre institution : les

convoquer 3 jours et les faire venir parfois de 150 km pour une harmonisation qui a débuté dans certains cas avec 3 heures de retard et a duré moins de 10 minutes !

Nous l'avons fait et maintenant nous nous tournons vers la rentrée prochaine. Nous demandons depuis longtemps, et l'expérience que nous avons traversée, nous donne encore plus de raisons de continuer à le demander, un plan massif dans l'Education Nationale dans le département de l'Hérault. Un plan d'investissement dans le bâti scolaire (écoles, collèges et lycées), un plan dans le matériel informatique et numérique, un plan dans les moyens humains. Dans le 1^{er} degré nous aurons besoin de postes de Rased, notamment ceux supprimés à la rentrée prochaine, de classes à effectifs nettement plus allégés, à tous les niveaux et d'un nombre plus important de titulaires consacrés aux missions de remplacement. Dans les collèges, les créations de postes prévues sont très largement insuffisantes. Nous avons dénoncé en février la hausse du nombre de divisions à effectifs chargés voire en sureffectifs, nous avons dénoncé la baisse du H/E qui, à la rentrée 2020, atteindra un historiquement bas. Cette baisse équivaut à 30 ETP qui manqueront, sachant que pour connaître une situation comparable à celle de 2009-2010, ce sont plus de 300 ETP dont nous avons besoin dans les collèges de l'Hérault. Des aménagements vont être annoncés mais ils ne sont pas à la hauteur des besoins estimés depuis longtemps et ils ne sont pas à la hauteur des enjeux qui sont ceux du service public de l'Education Nationale après les épreuves que nous avons connues.

Cet épisode semble maintenant être utilisé par Monsieur Blanquer pour légitimer la politique éducative qu'il souhaite mettre en œuvre depuis 2017 toujours dans la précipitation et sans prise en compte de ce que pensent les personnels et leurs organisations syndicales. Les annonces commencent à se multiplier sur la généralisation du dispositif « 2S2C » qui est de nature non seulement à remettre en cause l'identité professionnelle de certains d'entre nous, mais à supprimer tout un ensemble de postes en lien avec l'éducation physique et sportive, l'éducation musicale ou les Arts plastiques. On voit se développer aussi le discours sur les évaluations nationales pour diagnostiquer les difficultés des élèves alors qu'on ne cesse de montrer l'inefficacité pédagogique de tels tests à quelque niveau que cela soit : les évaluations diagnostique, formative ou sommative doivent relever de la responsabilité et de la pratique pédagogique des enseignants plutôt que donner lieu à de vastes usines à gaz administratives totalement inutiles pédagogiquement. On voit aussi la volonté poindre de prolonger l'enseignement à distance comme moyen désormais de pallier les manques de moyens : on parle de « cours filmés », de partage présentiel/distanciel. On voit enfin fleurir la volonté de saupoudrer des heures supplémentaires pour de l'accompagnement personnalisé réservé à quelques élèves, heures supplémentaires d'ailleurs retirées en ce moment même des établissements scolaires. Nous sommes tellement loin de ce dont l'école a besoin dans l'Hérault.

La période de crise sanitaire a révélé et creusé les inégalités de tout ordre. L'expérience vécue a clairement mis en évidence que l'accès au savoir et à la culture, dès lors qu'on veut l'ouvrir à tous et non pas le réserver à quelques-uns, repose sur des interactions humaines complexes. Aucun procédé technique aussi sophistiqué soit-il ne les remplacera. Depuis le confinement le Ministre pense que l'on pourrait enseigner à nos élèves grâce à l'enseignement à distance et apporter des solutions techniques aux problèmes rencontrés : une bonne connexion à Internet, une bonne plateforme numérique, du matériel informatique à disposition de chacun ou des outils pédagogiques numériques adaptés. Quand bien même tous ces éléments seraient réunis, on se rend compte que l'école est avant tout un service public qui repose sur de l'humain, sur des enfants et des jeunes en construction, sur des réalités sociales différentes selon les territoires et sur des relations physiques avec les familles qui nous confient leurs enfants. Ne l'oublions pas et faisons de la rentrée 2020, une rentrée à la hauteur des besoins de la population.